

Chambre des représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998-1999 (*)

10 DÉCEMBRE 1998

PROJET DE LOI

**modifiant la loi du 19 octobre 1921
organique des élections provinciales,
la nouvelle loi communale et la loi
électorale communale, et portant
exécution de la directive du Conseil
de l'Union européenne n° 94/80/CE
du 19 décembre 1994**

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi électorale communale
du 4 août 1932 en vue d'instituer le
droit de vote et d'éligibilité des
ressortissants des États membres de
l'Union européenne aux élections
communales**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE
L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE (1)

PAR

M. Robert DELATHOUWER

(1) Composition de la commission : voir p. 2.

Voir :

- 1767 - 97 / 98 :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 à 4 : Amendements.

Voir également :

- N° 6 : Texte adopté par la commission.

- 1020 - 96 / 97 :

- N° 1 : Proposition de loi de M. Lefevre et consorts.

(*) Cinquième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1998-1999 (*)

10 DECEMBER 1998

WETSONTWERP

**tot wijziging van de wet van
19 oktober 1921 tot regeling van de
provincieraadsverkiezingen, van de
nieuwe gemeentewet en van de
gemeentekieswet, en tot uitvoering
van de richtlijn van de Raad van de
Europese Unie n° 94/80/EG van
19 december 1994**

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de gemeentekieswet
van 4 augustus 1932 met het oog
op de instelling van het actief
en passief kiesrecht bij
gemeenteraadsverkiezingen
voor de onderdanen van de lidstaten
van de Europese Unie**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE ALGEMENE
ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT (1)

UITGEBRACHT DOOR

DE HEER Robert DELATHOUWER

(1) Samenstelling van de commissie : zie blz. 2.

Zie :

- 1767 - 97 / 98 :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N° 2 tot 4 : Amendementen.

Zie ook :

- N° 6 : Tekst aangenomen door de commissie.

- 1020 - 96 / 97 :

- N° 1 : Wetsvoorstel van de heer Lefevre c.s.

(*) Vijfde zitting van de 49^e zittingsperiode.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné ce projet de loi et la proposition de loi jointe à sa discussion (article 17.3 du Règlement) au cours de ses réunions des 8 octobre et 17 novembre 1998.

Au cours de cet examen, les motions concernant cette matière qui avaient été transmises à la Chambre des représentants ont été mises à la disposition des membres aux fins de consultation.

I. — EXPOSÉ INTRODUCTIF DU PREMIER MINISTRE

Le premier ministre souligne que le projet de loi à l'examen vise, conformément à l'article 14 de la directive n° 94/80/CE du 19 décembre 1994, à transposer cette directive en droit belge et à permettre dès lors aux citoyens de l'Union européenne résidant dans notre pays de prendre part aux élections communales.

L'article 3 de la directive précitée prévoit que toute personne qui, au jour de référence défini à l'article 2, § 1^{er}, f) (à savoir le jour ou les jours auxquels les citoyens de l'Union doivent satisfaire, selon le droit de l'État membre de résidence, aux conditions requises pour y être électeur ou éligible; en ce qui concerne la Belgique, cela signifie concrètement que les conditions relatives à la résidence et à la nationalité doivent être réunies le 1^{er} août précédant le jour de l'élection et que les conditions relatives à l'âge et à la non-déchéance du droit de vote doivent être réunies le jour même de l'élection), est citoyen de l'Union au sens de l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, du traité (« Est citoyen de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un État membre ») et, sans avoir la nationalité de l'État membre de résidence, réunit par ailleurs les conditions auxquelles la législation de cet État subordonne le droit de vote et d'éligibilité de ses ressortissants, a, conformément à cette directive, le droit de vote et d'éligibilité à ces élections dans cet État membre.

(1) Composition de la commission :

Président : M. Janssens (Ch.).

A. — Membres titulaires :	B. — Membres suppléants :
C.V.P. MM. Brouns, De Crem, Mme Hermans, M. Vanpoucke.	MM. Cauwenberghs, Tant, Vandeurzen, Van Eetvelt, Van Overberghe.
P.S. MM. Canon, Dufour, Janssens (Ch.).	MM. Demotte, Meureau, Minne, Toussaint.
V.L.D. MM. Cortois, Smets, Mme Van den Poel-Welkenhuysen.	MM. Dewael, Eeman, Huts, Taelman.
S.P. MM. Van Gheluwe, Vanvelthoven.	Mme Croes-Lieten, MM. Delathouwer, Vande Lanotte.
P.R.L.-F.D.F. MM. D'hondt (D.), Moerman.	Mme Cornet, M. de Donnée, Mme Herzet.
P.S.C. M. Detremmerie.	MM. Fournaux, Lefèvre.
VI. M. De Man.	MM. Huysentruyt, Lowie.
Blok Agalew/M. Viseur (J.-P.).	MM. Tavernier, Wauters.
Ecolo	

C. — Membres sans voix délibérative :

V.U. M. Van Hoorebeke.
Indép Mme Bastien.

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft onderhavig wetsontwerp en het eraan toegevoegde wetsvoorstel (Reglement, artikel 17.3) besproken tijdens haar vergaderingen van 8 oktober en 17 november 1998.

De naar de Kamer van volksvertegenwoordigers overgezonden moties met betrekking tot deze materie werden tijdens de bespreking ter inzage van de leden gelegd.

I. — INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE EERSTE MINISTER

De eerste minister stelt dat dit wetsontwerp tot doel heeft om, overeenkomstig artikel 14 van de richtlijn n° 94/80/EG van 19 december 1994, deze richtlijn om te zetten in het Belgisch intern recht en zodoende de burgers van de Europese Unie die in ons land verblijven, toe te laten deel te nemen aan de gemeenteraadsverkiezingen.

De voormelde richtlijn voorziet in artikel 3 dat éénieder die op de referentiedag zoals die gedefinieerd is in artikel 2, § 1, f) (met name de dag/de dagen waarop de burgers van de Unie volgens het recht van de lidstaat van verblijf moeten voldoen aan de voorwaarden om aldaar kiesgerechtigd of verkiesbaar te zijn; in ons land is dit *in concreto* : voor de verblijfsvoorwaarde en de nationaliteitsvoorwaarde op 1 augustus voorafgaand aan de kiesdag en voor de leeftijdsvoorwaarde en het niet ontheven zijn van zijn kiesrecht : op de kiesdag zelf) burger is van de Unie in de zin van artikel 8, § 1, tweede lid, van het Verdrag (« Burger van de Unie is éénieder die de nationaliteit van een lidstaat bezit ») en, zonder de nationaliteit van de lidstaat van verblijf te bezitten, voor het overige voldoet aan de voorwaarden waaraan de wetgeving van deze Staat het actieve en passieve kiesrecht van zijn onderdanen onderwerpt, in deze lidstaat het actief en passief kiesrecht heeft bij deze verkiezingen overeenkomstig deze richtlijn.

(1) Samenstelling van de commissie :

Voorzitter : de heer Janssens (Ch.).

A. — Vaste leden :	B. — Plaatsvervangers :
C.V.P. HH. Brouns, De Crem, Mevr. Hermans, H. Vanpoucke.	HH. Cauwenberghs, Tant, Vandeurzen, Van Eetvelt, Van Overberghe.
P.S. HH. Canon, Dufour, Janssens (Ch.).	HH. Demotte, Meureau, Minne, Toussaint.
V.L.D. HH. Cortois, Smets, Mevr. Van den Poel-Welkenhuysen.	HH. Dewael, Eeman, Huts, Taelman.
S.P. HH. Van Gheluwe, Vanvelthoven.	Mevr. Croes-Lieten, HH. Delathouwer, Vande Lanotte.
P.R.L.-F.D.F. HH. D'hondt (D.), Moerman.	Mevr. Cornet, H. de Donnée, Mevr. Herzet.
P.S.C. H. Detremmerie.	HH. Fournaux, Lefèvre.
VI. H. De Man.	HH. Huysentruyt, Lowie.
Blok Agalew/H. Viseur (J.-P.).	HH. Tavernier, Wauters.
Ecolo	

C. — Niet-stemgerechtigde leden :

V.U. H. Van Hoorebeke.
Onafh Mevr. Bastien.

Les principes généraux qui sous-tendent cette directive sont les suivants :

a) *Sur le plan du droit de vote :*

— le citoyen de l'Union, qui réside sur le territoire d'un État membre, autre que celui dont il a la nationalité, peut y exercer le droit de vote s'il en a manifesté la volonté;

— les États membres prennent les mesures nécessaires afin de permettre au citoyen de l'Union qui en a fait la demande, de se faire inscrire en temps utile sur la liste électorale;

— pour être inscrit sur la liste électorale, le citoyen de l'Union concerné doit produire les mêmes pièces justificatives que l'électeur national, sans préjudice du fait que l'État membre de résidence puisse exiger que le citoyen de l'Union produise une pièce d'identité en cours de validité ainsi qu'une déclaration officielle faisant état de sa nationalité et de son adresse dans l'État membre de résidence;

— le citoyen de l'Union concerné qui, à sa demande, aura été inscrit sur la liste électorale de la commune de l'État membre de résidence, reste inscrit sur cette liste dans les mêmes conditions que l'électeur national, jusqu'à sa radiation, soit d'office, parce qu'il ne satisfait plus aux conditions de l'électorat, soit à sa demande expresse;

— si le citoyen de l'Union concerné déplace sa résidence vers une autre commune que celle où il a été inscrit à sa demande, il est inscrit sur la liste électorale de la nouvelle commune où il réside et ce, dans les mêmes conditions qu'un électeur national;

— l'État membre de résidence doit informer en temps utile le citoyen de l'Union qui a manifesté sa volonté d'exercer son droit de vote, de la suite réservée à sa demande d'inscription sur la liste électorale. En cas de non-inscription sur la liste électorale ou de refus de la demande d'inscription sur la liste électorale, l'intéressé peut produire les mêmes recours que ceux que la législation de l'État membre de résidence prévoit, dans des cas semblables, pour les électeurs nationaux;

— l'État membre de résidence doit informer, en temps utile et dans les formes appropriées, les citoyens de l'Union qui résident sur leur territoire, des conditions et modalités d'exercice du droit de vote dans cet État.

b) *Sur le plan du droit d'éligibilité :*

— le citoyen de l'Union devra, lors du dépôt de sa déclaration de candidature, apporter les mêmes preuves qu'un candidat national, l'État membre de résidence pouvant exiger que le citoyen de l'Union qui est candidat dans cet État présente une déclaration formelle précisant sa nationalité et son adresse dans l'État membre de résidence;

De algemene principes die de basis vormen van deze richtlijn zijn de volgende :

a) *Op het vlak van het actieve kiesrecht :*

— de burger van de Unie die op het grondgebied van een andere lidstaat verblijft dan die waarvan hij de nationaliteit bezit, oefent er het actieve kiesrecht uit indien hij blijk heeft gegeven van de wil daartoe;

— de lidstaten treffen de nodige maatregelen om de burger van de Unie die daarom heeft verzocht, de mogelijkheid te bieden tijdig voor de verkiezingen op de kiezerslijst te worden ingeschreven;

— om op de kiezerslijst te worden ingeschreven moet de burger van de Unie waarvan sprake, dezelfde bewijzen overleggen als de nationale kiezer, onder voorbehoud dat de lidstaat van verblijf kan eisen dat hij een geldig identiteitsbewijs overlegt alsmede een officiële verklaring met vermelding van zijn nationaliteit en adres in de lidstaat van verblijf;

— de burger van de Unie waarvan sprake, die op eigen verzoek op de kiezerslijst is geplaatst in de gemeente van de lidstaat van verblijf, blijft onder dezelfde voorwaarden als de nationale kiezer daarop ingeschreven totdat hij van die lijst wordt geschrapt, hetzij ambtshalve omdat hij niet langer aan de kiesbevoegdheidsvoorwaarden voldoet, hetzij op zijn uitdrukkelijk verzoek;

— wanneer de burger van de Unie waarvan sprake zijn verblijfplaats verplaatst naar een andere gemeente dan die waar hij op zijn verzoek op de kiezerslijst ingeschreven werd, wordt hij als kiezer ingeschreven in de gemeente van zijn nieuwe verblijfplaats onder dezelfde voorwaarden als een nationale kiezer;

— de lidstaat van verblijf moet de burger van de Unie die blijk heeft gegeven van de wil om het actieve kiesrecht uit te oefenen in deze Staat, tijdig meedelen welk gevolg aan zijn verzoek om inschrijving op de kiezerslijst is gegeven. Wordt de betrokkene niet op de kiezerslijst ingeschreven of wordt zijn verzoek om inschrijving op de kiezerslijst afgewezen, dan moet hij dezelfde beroepsprocedures kunnen instellen als die waarover de nationale kiezers beschikken krachtens de wetgeving van de lidstaat van verblijf;

— de lidstaat van verblijf moet de burgers van de Unie die op zijn grondgebied verblijven, tijdig en op passende wijze in kennis stellen van de voorwaarden en nadere bepalingen die gelden voor de uitoefening van het actieve kiesrecht in deze Staat.

b) *Op het vlak van het passieve kiesrecht :*

— de burger van de Unie moet bij het indienen van zijn kandidaatstelling in de lidstaat waar hij verblijft, dezelfde bewijzen overleggen als een nationale kandidaat, waarbij de lidstaat van verblijf kan eisen dat de burger van de Unie die kandidaat is in die Staat, een officiële verklaring overlegt waarin zijn nationaliteit en zijn adres in de lidstaat van verblijf zijn aangegeven;

— l'État membre de résidence peut en outre exiger que le citoyen de l'Union qui est candidat dans cet État :

* précise, dans la déclaration formelle susvisée, qu'il n'a pas été déchu dans son État membre d'origine du droit d'éligibilité;

* en cas de doute sur le contenu de cette déclaration ou si la législation de l'État membre de résidence l'exige, avant ou après le scrutin, il convient d'obtenir une attestation des autorités administratives compétentes de l'État membre d'origine du candidat certifiant que celui-ci n'est pas déchu du droit d'éligibilité dans cet État ou que les autorités ne sont pas au courant d'une telle déchéance;

* présente un document d'identité valide;

* précise, dans sa déclaration formelle susvisée, qu'il n'exerce aucune des fonctions incompatibles visées à l'article 6, § 2, de la directive;

* le cas échéant, fasse mention de sa dernière adresse dans l'État membre d'origine;

— l'État membre de résidence informe, en temps utile, le citoyen de l'Union qui est candidat dans cet État de la décision prise quant à la recevabilité de sa candidature. En cas de rejet de sa candidature, l'intéressé doit pouvoir introduire les mêmes recours que ceux que la législation de l'État membre de résidence prévoit pour les éligibles nationaux;

— l'État membre de résidence informe, en temps utile et dans les formes appropriées, le citoyen de l'Union qui est candidat dans cet État, des conditions et modalités d'exercice du droit d'éligibilité dans cet État.

*
* *

La loi en projet produira pour la première fois ses effets à l'occasion des prochaines élections communales, qui auront lieu le 8 octobre 2000. Dans cette perspective, elle modifie plusieurs lois : la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, la nouvelle loi communale et la loi électorale communale.

Conformément à la directive (et à l'avis du Conseil d'État, selon lequel la révision de l'article 8 de la Constitution est le préalable obligé à la transposition de la directive en droit interne), les citoyens de l'Union européenne qui résident dans notre pays ne pourront ni être nommés bourgmestres, ni, provisoirement, être élus échevins. Ils pourront briguer le mandat d'échevin à partir des élections de 2006.

Les citoyens de l'Union européenne seront inscrits à leur demande sur la liste des électeurs de leur commune conformément à une procédure qui s'inspire de la procédure instaurée pour les élections européennes. Si la commune refuse d'accéder à leur de-

— de lidstaat van verblijf kan bovendien eisen dat de burger van de Unie die kandidaat is in die Staat :

* in de voormelde officiële verklaring vermeldt dat hij zijn passieve kiesrecht in zijn Staat van herkomst niet verloren heeft;

* in geval van twijfel over de inhoud van deze verklaring of wanneer de wettelijke bepalingen van de lidstaat van verblijf zulks — vóór of na de verkiezingen — verlangen, een verklaring van de bevoegde administratieve autoriteiten van de Staat van herkomst van de kandidaat overlegt, waarin wordt bevestigd dat deze zijn passieve kiesrecht in die Staat niet verloren heeft of dat deze autoriteiten daarvan niets bekend is;

* een geldig identiteitsbewijs overlegt;

* in zijn voormelde officiële verklaring verklaart geen enkele functie uit te oefenen die onverenigbaar is met het bepaalde in artikel 6, § 2, van de richtlijn;

* in voorkomend geval zijn laatste adres in zijn Staat van herkomst aangeeft;

— de lidstaat van verblijf moet de burger van de Unie die zich kandidaat gesteld heeft in deze Staat, tijdig meedelen welk besluit inzake de ontvankelijkheid van zijn kandidaatstelling is genomen. Wordt zijn kandidaatstelling verworpen, dan moet de betrokkene dezelfde beroepsprocedures kunnen instellen als die waarover de nationale verkiesbare personen beschikken krachtens de wetgeving van de lidstaat van verblijf;

— de lidstaat van verblijf moet de burger van de Unie die zich kandidaat gesteld heeft in deze Staat, tijdig en op passende wijze in kennis stellen van de voorwaarden en nadere bepalingen die gelden voor het passieve kiesrecht in die Staat.

*
* *

Dit wetsontwerp zal voor de eerste keer toegepast worden tijdens de eerstvolgende gemeenteraadsverkiezingen van 8 oktober 2000. Met het oog hierop wijzigt het verschillende wetten : de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, de nieuwe gemeentewet en de gemeentekieswet.

In overeenstemming met de richtlijn (en overeenkomstig het advies van de Raad van State, volgens hetwelk de herziening van artikel 8 van de Grondwet noodzakelijk de omzetting van de richtlijn in ons intern recht moet voorafgaan), zullen de burgers van de Europese Unie die in ons land verblijven, niet kunnen worden benoemd als burgemeester en voorlopig niet kunnen worden gekozen als schepen. Vanaf de verkiezingen van 2006 zullen zij het mandaat van schepen kunnen uitoefenen.

De burgers van de Europese Unie zullen op hun vraag op de kiezerslijst van hun gemeente worden ingeschreven volgens een procedure die is gebaseerd op deze die naar aanleiding van de Europese verkiezingen werd ingevoerd. Indien de gemeente weigert

mande (et donc de les inscrire sur la liste des électeurs), ces citoyens pourront faire valoir leurs objections auprès du collège des bourgmestre et échevins. Si le collège maintient sa décision de refus, ils pourront interjeter appel de cette décision devant la cour d'appel. Il est évident que le pouvoir d'appréciation du collège est limité, dans la mesure où l'inscription ne peut être refusée que lorsqu'un citoyen de l'Union européenne ne remplit pas l'une ou l'autre des conditions de l'électorat.

II. — DISCUSSION GÉNÉRALE

A. EXPOSÉS DES MEMBRES

M. Borginon met en doute l'opportunité du présent examen, étant donné que les modifications à l'article 8 de la Constitution n'ont pas encore été adoptées par le Sénat et que la majorité nécessaire pour ce faire y est très courte.

Il ajoute qu'à l'époque, le gouvernement a soutenu qu'il n'existait pas d'accord politique concernant la liaison de la modification de l'article 8 de la Constitution, le projet de loi à l'examen, la loi relative au droit de vote des Belges à l'étranger et la modification de la législation sur les naturalisations. Il se demande dès lors s'il est encore possible de mener en toute liberté le débat sur le texte précité.

Il répète ensuite le point de vue de la *Volksunie*, qui est que le droit de vote ne peut être accordé aux ressortissants européens qu'à certaines conditions, qui ont été précisées dans une série de résolutions du parlement flamand.

Il souligne par ailleurs qu'il ne peut être établi de discrimination à l'égard des non-Européens, qui doivent satisfaire aux mêmes conditions que les citoyens européens.

Aussi l'intervenant annonce-t-il le dépôt d'une série d'amendements visant à réaliser les conditions flamandes.

Une de ces conditions est que les citoyens européens paient des impôts destinés à financer le niveau de pouvoir qu'ils peuvent élire.

Il convient, à cet effet, de renégocier l'immunité fiscale des fonctionnaires (européens) internationaux. L'intervenant se demande à cet égard si le gouvernement, qui est compétent en la matière, sera disposé à mettre ce point à l'ordre du jour au niveau européen.

Une série d'autres amendements sont plutôt d'ordre technique.

L'intervenant se réserve toutefois le droit de présenter plusieurs amendements s'il s'avère que le texte à l'examen ne peut plus être discuté.

Il constate par ailleurs qu'il n'est pas ou seulement en partie question, dans la discussion, de garanties en ce qui concerne la situation des Flamands de Bruxelles.

hun aanvraag in te willigen (dus ze als kiezer te erkennen), kunnen deze bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen en, indien het college zijn weigeringsbeslissing handhaaft, bij het hof van beroep in beroep gaan tegen deze beslissing. Het spreekt vanzelf dat de bevoegdheid van het college gebonden is in die zin dat het de inschrijving slechts kan weigeren indien de burger van de Unie één of andere kiesbevoegdheidsvoorwaarde niet vervult.

II. — ALGEMENE BESPREKING

A. UITEENZETTINGEN VAN DE LEDEN

De heer Borginon stelt de opportuniteit van de huidige behandeling van dit ontwerp in vraag, aangezien de wijzigingen aan het artikel 8 van de Grondwet nog niet door de Senaat aangenomen zijn en de benodigde meerderheid daar zeer nipt is.

Hij voegt daaraan toe dat de regering indertijd de stelling verdedigde dat er géén politiek akkoord was in verband met de koppeling van de wijziging van het artikel 8 van de Grondwet, het voorliggend ontwerp, de wet betreffende het stemrecht van de Belgen in het buitenland en de wijziging van de naturalisatiewetgeving. Hij stelt dan ook de vraag of het debat over de bovengenoemde teksten nog in alle vrijheid kan worden gevoerd.

Hij herhaalt vervolgens het standpunt van de *Volksunie* dat de Europese onderdanen slechts onder bepaalde voorwaarden, die in een aantal resoluties van het Vlaams Parlement naar voren werden gebracht, stemrecht kunnen krijgen.

Daarnaast stelt hij dat de niet-Europese onderdanen, die aan dezelfde voorwaarden als de Europese burgers dienen te voldoen, niet mogen worden gediscrimineerd.

De spreker kondigt daarom een aantal amendementen aan die tot doel hebben de Vlaamse voorwaarden te realiseren.

Eén van deze voorwaarden is bijvoorbeeld de vereiste dat de Europese burgers belastingplichtige dienen te zijn voor het bestuursniveau waarvoor zij stemrecht hebben.

Daarvoor dient er opnieuw te worden onderhandeld over de fiscale immunitéit van de internationale (Europese) ambtenaren en hij stelt zich daarbij de vraag of de regering, die daarvoor bevoegd is, bereid zal zijn om dit punt op Europees vlak ter discussie te stellen.

Een aantal andere amendementen is eerder technisch van aard.

Hij behoudt zich echter wel het recht voor meerdere amendementen in te dienen indien de voorliggende tekst niet meer bespreekbaar blijkt te zijn.

Daarnaast stelt hij vast dat garanties voor de positie van de Vlamingen in Brussel niet of slechts gedeeltelijk in de discussie voorkomen.

L'intervenant espère toutefois que le gouvernement abordera le fond de cette question indépendamment de la problématique à l'examen.

*
* *

En ce qui concerne l'opportunité du projet à l'examen, *M. Laeremans* s'associe à l'intervenant précédent, car il juge que l'on n'est pas encore du tout certain du résultat qui sera finalement enregistré au Sénat.

Il estime plus particulièrement que les sénateurs de communauté flamands se trouvent dans une situation difficile, étant donné les garanties qu'ils ont liées à l'époque, au sein du Parlement flamand, à l'instauration du droit de vote pour les ressortissants des États membres de l'Union européenne.

C'est pourquoi il demande que l'examen de ce projet soit ajourné d'une quinzaine de jours.

L'intervenant répète ensuite que le *Vlaams Blok* persiste à demander que le droit de vote soit lié à la nationalité.

En tout cas, il demande des mesures d'exception pour certaines régions, comme Bruxelles et le Brabant flamand, où la présence massive d'étrangers pourrait causer des distorsions dans les relations communautaires.

En ce qui concerne la représentation garantie des Flamands à Bruxelles, il demande des explications concernant la déclaration du président du groupe CVP de la Chambre selon laquelle il n'y a pas lieu de renégocier cette question, car cela reviendrait à dérouler un tapis rouge pour le *Vlaams Blok*.

L'intervenant souligne par ailleurs que la directive européenne concernée comporte des mesures d'exception dont d'autres États membres font usage sans qu'on les accuse de discrimination. Il cite l'exemple du Luxembourg, qui a instauré une obligation de séjour de six ans pour l'obtention du droit de vote, et de douze ans pour l'obtention du droit d'éligibilité. Il estime dès lors nécessaire que ces dispositions fassent à nouveau l'objet de négociations.

Étant donné que la directive offre également la possibilité de réserver les fonctions exécutives aux seuls Belges, il s'étonne non seulement de trouver dans le projet une disposition temporaire, qui pose un problème sur le plan légistique, mais aussi de la différenciation qui y est établie pour la fonction, quand même non négligeable, d'échevin.

En ce qui concerne l'incompatibilité avec des fonctions équivalentes exercées à l'étranger, l'intervenant relève que le texte n'indique pas de quelles fonctions il s'agit exactement.

À cet égard, il se demande si les niveaux intermédiaires existant dans certains États membres, comme les « *Kreise* » en Autriche, doivent être considérés comme des « collectivités locales ».

Il demande également si des personnes qui exercent une fonction de niveau supérieur dans leur État

De spreker hoopt echter dat de regering dit dossier los van de voorliggende materie ten gronde zal aanpakken.

*
* *

De heer Laeremans sluit zich betreffende de opportuniteit van het voorliggende ontwerp aan bij de vorige spreker omdat hij van oordeel is dat het uiteindelijke resultaat in de Senaat nog helemaal niet vaststaat.

Met name de Vlaamse gemeenschapssenatoren bevinden zich volgens de spreker in een moeilijke situatie, gezien de voorwaarden die zij destijds in het Vlaams Parlement gekoppeld hebben aan het invoeren van het Euro-stemrecht.

Daarom vraagt hij om de behandeling van dit ontwerp een veertiental dagen uit te stellen.

Vervolgens herhaalt de spreker dat het Vlaams Blok blijft pleiten voor de koppeling van het stemrecht aan de nationaliteit.

In ieder geval vraagt hij uitzonderingsmaatregelen voor bepaalde gebieden, zoals Brussel en Vlaams-Brabant, waar de massale aanwezigheid van buitenlanders de communautaire verhoudingen zou kunnen scheeftrekken.

Betreffende de gewaarborgde aanwezigheid van de Vlamingen in Brussel vraagt hij uitleg over de uitspraak van de voorzitter van de CVP-kamerfractie dat er over deze materie niet opnieuw moet worden onderhandeld omdat dit de rode loper zou spreiden voor het Vlaams Blok.

De spreker vermeldt vervolgens dat de betrokken Europese richtlijn uitzonderingsmaatregelen bevat die door andere lidstaten gebruikt worden zonder dat er van discriminatie gesproken wordt. Zo haalt hij het voorbeeld van Luxemburg aan dat een verblijfsplicht van zes jaar heeft ingevoerd voor het verkrijgen van het actief kiesrecht en van twaalf jaar voor het passief stemrecht. Hij vindt het dan ook nodig dat er over deze bepalingen opnieuw onderhandeld wordt.

Aangezien de richtlijn ook de mogelijkheid op voorbehoud bevat inzake uitvoerende functies, verwondert hij zich — naast het legistische probleem van een tijdelijke bepaling — eveneens over de differentiatie die ingevoerd wordt voor het toch niet onbelangrijke ambt van schepen.

Betreffende de onverenigbaarheid met gelijkwaardige ambten in het buitenland stelt de spreker dat er niet bepaald wordt over welke ambten het precies gaat.

Hij vraagt zich daarbij af of de in sommige lidstaten bestaande tussenniveaus, zoals bijvoorbeeld de « *Kreise* » in Oostenrijk, als lokale overheden dienen te worden bestempeld.

Hij stelt eveneens de vraag of personen die in hun lidstaat van oorsprong een ambt bekleden op een

membre d'origine peuvent exercer une fonction à un niveau local dans un autre État membre.

L'intervenant juge par ailleurs que les auteurs du texte ne se sont pas donné beaucoup de peine pour adapter les modalités à l'époque actuelle, étant donné que, dans certains cas, on prévoit même d'encore accepter la déclaration sur l'honneur.

À ce sujet, il propose que ce soit aux personnes désirant voter ou se faire élire qu'il incombe de demander les documents requis dans le pays d'origine.

Enfin, il exprime encore sa crainte que, suite au jumelage des élections provinciales et des élections communales, ces citoyens européens soient convoqués pour des scrutins auxquels ils ne peuvent participer.

Étant donné ce risque, il suggère que l'on fasse par exemple voter ces électeurs séparément.

*
* *

M. Deleuze propose d'accorder aux citoyens non européens les mêmes droits qu'aux ressortissants de l'Union européenne, et ce afin de prévenir toute discrimination. Il estime également que la disposition du projet prévoyant que les citoyens de l'Union européenne doivent se faire inscrire préalablement sur une liste pour pouvoir exercer leur droit de vote est discriminatoire, puisque le vote est obligatoire pour les citoyens belges. Il retire l'amendement n° 1 (Doc. n° 1767/2) visant à permettre aux citoyens de l'Union européenne de devenir membres d'un conseil de l'aide sociale, car il n'appartient pas au législateur fédéral de régler cette matière.

B. RÉPONSES DU PREMIER MINISTRE

Le premier ministre apporte un certain nombre de réponses de portée générale, réservant les réponses plus techniques à la discussion des articles. Il précise que l'octroi de droits politiques aux citoyens de l'Union européenne découle de l'exécution de la directive européenne réglant cette question et qu'il était nécessaire de réviser l'article 8 de la Constitution à cet effet. Le projet de loi à l'examen vise par conséquent à transposer la directive en droit belge. Ce projet traduit un certain nombre de choix qui ont été faits au niveau belge, dont l'octroi du droit d'éligibilité. Il précise toutefois que d'autres pays ont fait des choix similaires.

Il indique que le projet de loi à l'examen ne peut être amendé que dans la mesure où il reste conforme au texte de la directive européenne. Cette restriction explique l'impossibilité de subordonner l'exercice du droit de vote à des conditions fiscales, bien qu'il soit tout à fait défendable de considérer que les personnes qui déterminent les impôts et décident de leur affectation au niveau communal doivent elles-mêmes payer des impôts. On peut dès lors chercher des

hoger niveau, in een andere lidstaat een ambt op een lokaal niveau kunnen bekleden.

Daarnaast meent de spreker dat men zich bij het opstellen van deze tekst weinig moeite heeft getroost om de modaliteitsvereisten aan deze tijd aan te passen aangezien men in bepaalde gevallen zelfs nog de verklaring op erewoord aanvaardt.

Hij stelt hierbij voor de verplichting om in het land van herkomst de nodige bescheiden op te vragen bij de kandidaat-kiezer of -verkozenen te leggen.

Ten slotte uit hij — ingevolge de koppeling van de provincieraadsverkiezingen aan de gemeenteraadsverkiezingen — nog zijn vrees dat deze Europese burgers voor de verkeerde verkiezingen zullen worden uitgenodigd.

In deze context stelt hij voor om bijvoorbeeld deze kiezers apart te laten stemmen.

*
* *

De heer Deleuze stelt voor aan de niet-EU-onderdanen dezelfde rechten toe te kennen als die waarover de EU-onderdanen beschikken, om elke discriminatie te voorkomen. Hij meent eveneens dat de in het ontwerp opgenomen bepaling, die stelt dat EU-burgers zich op voorhand op een lijst moeten inschrijven indien zij hun stemrecht wensen uit te oefenen, een discriminatie inhoudt ten opzichte van Belgen die zonder meer stemplicht hebben. Amendement n° 1 (Stuk n° 1767/2) dat ertoe strekt te voorzien dat EU-burgers OCMW-raadslid kunnen worden, trekt hij in ingevolge het feit dat het niet de federale wetgever toekomt daarover een regeling te treffen.

B. ANTWOORDEN VAN DE EERSTE MINISTER

De eerste minister verstrekt een aantal antwoorden van algemene aard; de meer technische antwoorden zullen bij de artikelsgewijze bespreking aan bod komen. Hij stelt dat het toekennen van politieke rechten aan EU-burgers voortvloeit uit de uitvoering van de Europese richtlijn terzake. Daartoe was het nodig eerst artikel 8 van de Grondwet te wijzigen. Het voorliggende wetsontwerp strekt er dan ook toe de richtlijn in het interne Belgische recht om te zetten. Het voorziet in een aantal keuzes die zich specifiek op het Belgische niveau situeren, waaronder het toekennen van passief kiesrecht, maar hij verduidelijkt dat andere landen voor gelijkaardige oplossingen hebben geopteerd.

Hij stipt aan dat het voorliggende ontwerp, wat eventuele wijzigingen betreft, wordt beperkt door de tekst van de Europese richtlijn. Het is ook in die zin dat het aspect fiscaliteit geen voorwaarde kan uitmaken van het uitoefenen van het kiesrecht, hoewel het een verdedigbaar principe is dat diegenen die op gemeentelijk niveau beslissen over het heffen van belastingen en het besteden van de belastinggelden, ook zelf belastingen zouden betalen. Men kan bijge-

solutions sur ce problème de nature fiscale. Il ajoute qu'il convient de relativiser cette question, car les personnes qui obtiendront le droit de vote paient des impôts dans la plupart des cas. Il convient en l'occurrence de faire la distinction entre deux catégories de personnes, à savoir les personnes qui résident et travaillent chez nous, d'une part, et les fonctionnaires européens, lorsqu'ils sont propriétaires d'un bien immobilier, d'autre part. Le cas échéant, ils paient le précompte immobilier communal et les taxes telles que la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Une solution pourrait consister à supprimer les centimes additionnels à l'impôt des personnes physiques et à augmenter l'impôt sur les biens immobiliers. Le problème se situerait alors au niveau des centimes additionnels à l'impôt des personnes physiques. Enfin, une autre solution consisterait à renégocier des dispositions internationales.

Le premier ministre fait incidemment observer que l'on peut tenter d'obtenir des compensations dans le cadre du traité visant à éviter les doubles impositions avec l'Allemagne. On attend évidemment maintenant de la Belgique qu'elle effectue la même démarche à l'égard des Pays-Bas le plus rapidement possible. Une autre solution consisterait à se baser sur le revenu cadastral pour établir l'impôt, même si l'on n'est pas propriétaire de l'habitation. Le premier ministre s'interroge toutefois quant à l'équité d'une telle mesure. On est en tout cas conscient du problème, mais aucune solution consensuelle n'a encore pu être trouvée.

En ce qui concerne la situation particulière de Bruxelles, il est conscient du problème mais souligne que cette question ne fait pas partie du train de mesures à l'examen. Elle devra toutefois être examinée dans le cadre des négociations institutionnelles. Il souligne que le projet à l'examen ne concerne que l'obligation découlant du traité.

C. RÉPLIQUES

M. Borginon constate que, contrairement à ce que prétend le premier ministre, ce n'est pas la double imposition mais le statut des fonctionnaires européens qui constitue le principal obstacle. Un autre problème est leur nombre, étant donné qu'il y a justement une concentration de ces fonctionnaires à Bruxelles. Or, le gouvernement évite manifestement de s'engager à soulever cette problématique au niveau européen et à apporter des modifications au protocole fiscal. En ce qui concerne la suggestion visant à établir l'impôt en fonction du revenu cadastral, l'intervenant fait observer que le revenu cadastral sert déjà de critère pour l'attribution de bourses d'études.

M. Laeremans souligne que le traitement de faveur accordé aux fonctionnaires européens, tant sur le plan de la rémunération que sur le plan fiscal, était

volg op dit vlak naar oplossingen zoeken. Hij voegt eraan toe dat deze problematiek evenwel genuanceerder moet worden benaderd dan op het eerste gezicht lijkt. Hij preciseert dat diegene die hier stemrecht verkrijgt in de meeste gevallen wel belastingen betaalt. Hierbij vermeldt hij twee categorieën waar men een onderscheid tussen moet maken. Ten eerste diegenen die hier wonen en werken en ten tweede de EU-ambtenaren, wanneer ze eigenaar zijn van een onroerend goed. In voorkomend geval betalen ze gemeentelijke onroerende voorheffing en retributies zoals bijvoorbeeld voor huisvuilophaling. Men zou als oplossing kunnen aanvoeren dat de opcentiemen op personenbelasting tot nul worden herleid en de belasting op onroerend goed wordt verhoogd. Het probleem spitst zich dan wel toe op de categorie van de opcentiemen op personenbelasting. Ten slotte kan ook een oplossing worden gevonden in het opnieuw negocieren van internationale bepalingen.

De eerste minister merkt terloops op dat men in het kader van het dubbelbelastingverdrag met Duitsland kan streven naar compensaties. De vraag dringt zich uiteraard op dat men dit ook zo snel mogelijk met Nederland zou doen. Een andere oplossing zou kunnen worden gevonden in het nemen van het kadastraal inkomen als basis van belastingheffing, ook al is men geen eigenaar van de woning. Hij stelt zich wel vragen naar de billijkheid van een dergelijke regeling. In ieder geval is men zich op dit moment bewust van het probleem, maar is er nog geen oplossing gevonden, die een consensus wegdraagt.

Wat de specifieke situatie van Brussel betreft, onderkent hij dit probleem, maar hij onderstreept dat dit geen deel uitmaakt van het voorliggende pakket maatregelen. Het zal evenwel in het kader van de onderhandelingen over de instellingen moeten worden besproken. Hij benadrukt dat het voorliggende ontwerp enkel de verdragrechtelijke verplichting betreft.

C. REPLIEK

De heer Borginon stelt vast dat het grootste obstakel niet de dubbele belasting betreft, zoals door de eerste minister onder de aandacht gebracht, maar wel het statuut van de EU-ambtenaren. Het kwantitatief aspect ervan vormt, een werkelijk probleem omdat die ambtenaren juist in Brussel zo geconcentreerd zijn. Er is echter blijkbaar geen engagement van de regering om die problematiek op Europees niveau ter sprake te brengen en wijzigingen aan te brengen aan het belastingprotocol. Wat de denkpiste over het kadastraal inkomen als referentiepunt voor het heffen van belastingen betreft, merkt de spreker op dat het kadastraal inkomen reeds als referentiepunt wordt aangewend voor het toekennen van studietoelagen.

De heer Laeremans onderstreept dat de reden voor de voorkeursbehandeling voor EU-ambtenaren, zowel op het vlak van de remuneratie als op dat van de

censé, à l'époque, constituer un dédommagement pour le dépaysement. L'intervenant estime que ce raisonnement n'est plus valable, étant donné qu'il n'est plus nécessaire, eu égard à l'évolution des moyens de communication, de concentrer tous ces fonctionnaires européens en un seul endroit. Il s'agit dès lors surtout d'un problème d'ordre quantitatif.

III. — DISCUSSION DES ARTICLES

Article 1^{er}

L'amendement n° 21 (Doc. n° 1767/4) de M. Laermans tend à supprimer la loi proposée.

L'auteur précise qu'il s'agit d'un amendement de principe, parce que la Constitution n'est pas sujette à révision sur ce point au cours de cette législature, dès lors qu'il a été convenu, lors de la conclusion des accords de la Saint-Michel, que la législation organique des provinces et des communes, dont relève également la législation électorale, serait régionalisée.

M. Borginon et Mme Van de Castele présentent l'amendement n° 11.

M. Borginon déclare que cet amendement tend à préciser que le projet relève entièrement de l'article 77 de la Constitution, les deux chambres étant dès lors compétentes sur un pied d'égalité. Il souligne en effet que le projet contient des éléments relevant du champ d'application de l'article 145 de la Constitution qui dispose que les contestations qui ont pour objet des droits politiques sont du ressort des tribunaux, sauf les exceptions établies par la loi. L'intervenant fait observer que le projet prévoit en effet qu'il n'appartient pas à un tribunal ordinaire, mais au collège des bourgmestre et échevins de se prononcer sur l'acceptation ou le refus d'inscrire une personne sur la liste des électeurs (article 11, § 2, en projet) ou au bureau principal en ce qui concerne le refus de candidats qui ne possèdent pas la qualité d'électeur (article 14 en projet).

En guise d'argument d'autorité, *le premier ministre* souligne que le Conseil d'État n'a formulé aucune observation à ce sujet. Il ajoute que le projet vise à transposer la directive et que la procédure existante est appliquée aux citoyens de l'Union européenne, ce qui explique probablement que le Conseil d'État n'a formulé aucune observation.

M. Borginon ne se satisfait pas de cette réponse et suggère de modifier l'article ainsi qu'il est proposé dans l'amendement n° 11 ou de demander d'urgence l'avis du Conseil d'État.

Le premier ministre répond qu'il s'agit uniquement en l'occurrence d'appliquer une exception existante.

belastingvoordelen destijds was gebaseerd op het feit dat dit werd beschouwd als een vergoeding voor het buitenshuis (in het buitenland) werken. De spreker meent dat die redenering is achterhaald omdat het niet meer nodig is al die EU-ambtenaren op één plaats te concentreren, rekening houdend met de evolutie van de communicatiemiddelen. Het gaat dus eigenlijk veel meer om een probleem van kwantitatieve aard.

III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

Amendement n° 21 (Stuk n° 1767/4) van de heer Laeremans strekt ertoe de voorgestelde wet te schrappen.

De indiener licht toe dat het om een principieel amendement gaat omdat de grondwetsherziening op dit punt tijdens deze legislatuur niet aan de orde is, omwille van het feit dat tijdens de Sint-Michielsakkoorden werd afgesproken om de organieke wetgeving inzake provincies en gemeenten, waaronder ook de kieswetgeving ressorteert, te regionaliseren.

Amendement n° 11 van de heer Borginon en mevrouw Van de Castele wordt ingediend.

Een van de indieners, *de heer Borginon*, licht toe dat het amendement ertoe strekt duidelijk te stellen dat op het voorliggende ontwerp artikel 77 van de Grondwet in zijn geheel van toepassing is, waarbij de beide kamers gelijkelijk bevoegd zijn. Hij stelt namelijk dat het ontwerp elementen bevat die ressorteren onder artikel 145 van de Grondwet dat stelt dat geschillen over politieke rechten behoren tot de bevoegdheid van de rechtbanken, behoudens de bij de wet gestelde uitzonderingen. Hij wijst erop dat het ontwerp inderdaad voorziet dat niet de gewone rechtbank bevoegd is, maar *in casu* het college van burgemeester en schepenen voor een geschil over het al dan niet aanvaarden van een persoon als kiezer (het voorgestelde artikel 11, § 2) of het hoofdbureau voor het afwijzen van kandidaten die niet de bevoegdheid van kiezer hebben (het voorgestelde artikel 14).

De eerste minister voert als gezagsargument aan dat de Raad van State terzake niets heeft opgemerkt. Ten tweede merkt hij op dat hier de richtlijn wordt toegepast en dat de bestaande procedure wordt toegepast op EU-burgers, hetgeen wellicht de reden is waarom de Raad van State geen opmerking heeft gemaakt.

De heer Borginon neemt met dit antwoord geen genoegen en stelt voor het artikel te wijzigen in de zin van het amendement n° 11 ofwel aan de Raad van State een advies bij hoogdringendheid te vragen.

De eerste minister antwoordt dat het hier enkel de toepassing van een bestaande uitzondering betreft.

Art. 2

M. Borginon et Mme Van de Castele présentent l'amendement n° 12 (Doc. n° 1767/3).

M. Borginon explique que l'article 8 de la Constitution supprime la discrimination entre Belges et ressortissants de l'Union européenne à tous les niveaux cependant qu'il est prévu de ne lever cette discrimination que pour les élections communales.

Eu égard à la simultanéité des élections communales et provinciales, il considère qu'il convient de préciser clairement que la liste des électeurs arrêtée à cette occasion est celle arrêtée pour les élections communales, qui est différente de celle arrêtée pour les élections provinciales.

Le premier ministre estime que la modification proposée par *M. Borginon* ne ferait que créer la confusion.

En ce qui concerne le texte de la loi, il estime qu'il ne peut y avoir de confusion en ce qui concerne les listes électorales qui sont établies respectivement pour les élections communales et pour les élections provinciales, là où de l'article 1^{er}, § 5, de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, tel qu'il a été remplacé par la loi ordinaire du 16 juillet 1993, est déterminant.

M. Borginon maintient que, dans sa forme actuelle, le texte proposé soulèvera inévitablement des problèmes d'ordre légistique.

Art. 3

M. Laeremans présente, en ordre subsidiaire à l'amendement n° 21, un amendement (n° 22, Doc. n° 1767/4) tendant à supprimer le chapitre 2. L'auteur précise qu'il s'agit d'un amendement de principe, en ce sens qu'il vise à ce que le droit de vote reste lié à la nationalité. Pour de plus amples détails à propos de ce principe, l'intervenant renvoie à des exposés antérieurs.

M. Deleuze présente un amendement (n° 2, Doc. n° 1767/2) tendant à supprimer cet article. Cet amendement tend à permettre que des citoyens de l'Union européenne peuvent être nommés bourgmestre.

Art. 4

M. Deleuze présente l'amendement n° 3 (Doc. n° 1767/2). Cet amendement tend à permettre que des citoyens de l'Union européenne peuvent remplir la fonction de bourgmestre.

Art. 2

Amendement n° 12 (Stuk n° 1767/3) wordt door *de heer Borginon en mevrouw Van de Castele* ingediend.

De heer Borginon licht toe dat artikel 8 van de Grondwet de discriminatie tussen Belgen en EU-onderdanen opheft voor alle niveaus van verkiezingen maar terzelfdertijd dat wordt gestipuleerd dat het de bedoeling is dat dit enkel geldt voor de gemeenteraadsverkiezingen.

Gezien de gemeenteraadsverkiezingen samenval len met de provincieraadsverkiezingen meent hij dat dan ook duidelijk moet worden gesteld dat de kiezerslijst die voor die gelegenheid wordt opgemaakt slaat op die voor de gemeenteraadsverkiezingen, onderscheiden van die voor de provincieraadsverkiezingen.

De eerste minister stelt dat de wijziging zoals ze door *de heer Borginon* wordt voorgesteld alleen maar verwarring zou brengen.

Wat de tekst van de wet betreft, is hij van oordeel dat geen verwarring kan ontstaan over de kiezerslijst die wordt samengesteld voor de gemeenteraadsverkiezingen en die voor de provincieraadsverkiezingen waar § 5 van artikel 1 van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, vervangen bij gewone wet van 16 juli 1993, bepalend is.

De heer Borginon blijft de mening toegedaan dat de voorgestelde tekst in zijn huidige vorm op legislatiek vlak onvermijdelijk problemen zal opleveren.

Art. 3

De heer Laeremans dient amendement n° 22 (Stuk n° 1767/4) in, in subsidiaire orde op amendement n° 21, tot weglating van hoofdstuk 2. *De indiener* licht toe dat het om een principiële amendement gaat, in die zin dat het tot doel heeft het stemrecht gekoppeld te laten aan de nationaliteit. Voor de verdere toelichting over dit principe verwijst de spreker naar vorige uiteenzettingen.

De heer Deleuze dient amendement n° 2 (Stuk n° 1767/2) in tot weglating van het artikel. Het amendement strekt ertoe EU-onderdanen te kunnen laten benoemen tot burgemeester.

Art. 4

De heer Deleuze dient amendement n° 3 (Stuk n° 1767/2) in. Het heeft tot doel EU-onderdanen het ambt van burgemeester te kunnen laten waarnemen.

Art. 5

M. Deleuze présente l'amendement n° 4 (Doc. n° 1767/2). Cet amendement tend à permettre que des citoyens de l'Union européenne peuvent devenir échevin.

M. Borginon présente l'amendement n° 13 (Doc. n° 1767/3). Cet amendement tend à réserver les mandats exécutifs aux personnes qui maîtrisent la langue de la région.

Le premier ministre précise qu'il ne faut pas se montrer trop suspicieux en ce qui concerne l'apprentissage d'autres langues par des ressortissants de l'Union européenne. Il estime par ailleurs que la fonction de conseiller communal doit pouvoir être exercée dans toute sa plénitude.

*
* *

Il y a lieu de noter que l'insertion d'un nouvel alinéa dans l'article 15, § 2 de la nouvelle loi communale entraîne une adaptation technique du dernier alinéa du même paragraphe.

Art. 6

M. Deleuze présente un amendement n° 5 (Doc. n° 1767/2) visant à supprimer cet article.

Art. 7

M. Deleuze présente un amendement (n° 9, Doc. n° 1767/2) visant à supprimer cet article.

*
* *

L'insertion d'un nouvel alinéa dans l'article 15, § 2 de la nouvelle loi communale (voir *supra*, art. 5) entraîne également une adaptation technique de l'article 18, alinéa 5, qui renvoie à ce même paragraphe.

Art. 8

M. Laeremans présente l'amendement n° 23 (Doc. n° 1767/4) qui tend à ajouter les fonctions de membre et de président du Conseil de l'aide sociale à la liste des incompatibilités. L'auteur demande par ailleurs des éclaircissements en ce qui concerne les incompatibilités.

Le premier ministre précise que le gouvernement s'est basé sur la directive européenne et qu'une liste concernant les incompatibilités est en préparation, mais que celle-ci n'est pas encore disponible à l'heure actuelle.

Il souligne d'ailleurs que les incompatibilités s'appliquent aussi aux membres et aux présidents

Art. 5

De heer Deleuze dient amendement n° 4 (Stuk n° 1767/2) in. Het strekt ertoe EU-onderdanen toe te laten tot het ambt van schepen.

De heer Borginon dient amendement n° 13 (Stuk n° 1767/3) in. Het amendement beoogt de uitvoerende mandaten voor te behouden aan diegenen die de streektaal beheersen.

De eerste minister antwoordt dat men wat het aanleren van andere talen van EU-burgers betreft, men niet te achterdochtig hoeft te zijn. Voorts meent hij dat de uitoefening van de functie van gemeenteraadslid volwaardig moet kunnen zijn.

*
* *

Er moge op gewezen worden dat de inlassing van een nieuwe lid in artikel 15, § 2 van de nieuwe gemeentewet, leidt tot een technische aanpassing in de laatste lid van bedoelde paragraaf.

Art. 6

De heer Deleuze dient amendement n° 5 (Stuk n° 1767/2) in tot weglating van het artikel.

Art. 7

De heer Deleuze dient amendement n° 9 (Stuk n° 1767/2) in tot weglating van het artikel.

*
* *

De toevoeging van een nieuwe lid in artikel 15, § 2 van de nieuwe gemeentewet (zie *supra*, art. 5) heeft ook een technische aanpassing van artikel 18, vijfde lid, waarin naar de bedoelde paragraaf wordt verwezen, tot gevolg.

Art. 8

De heer Laeremans dient amendement n° 23 (Stuk n° 1767/4) in dat tot doel heeft ook de OCMW-raadsleden en de OCMW-voorzitter bij de onverenigbaarheden te vermelden. De indiener vraagt overigens naar verduidelijking omtrent de onverenigbaarheden.

De eerste minister antwoordt dat men zich heeft gebaseerd op de Europese richtlijn en dat voorts een lijst betreffende de onverenigbaarheden wordt opgesteld maar dat die momenteel nog niet voorhanden is.

Overigens preciseert hij dat de onverenigbaarheden ook gelden voor OCMW-raadsleden en OCMW-

des conseils de l'aide sociale. À la suite de cette réponse, l'amendement est retiré.

M. Borginon présente l'amendement n° 20 (Doc. n° 1767/4), qui tient compte de l'avis du Conseil d'État et prévoit l'établissement d'une liste non exhaustive des fonctions ou mandats considérés comme équivalents.

Le premier ministre marque son accord sur cet amendement.

Art. 9

M. Laeremans présente un amendement (n° 24, Doc. n° 1767/4) tendant à supprimer cet article.

M. Borginon et Mme Van de Castele présentent un amendement (n° 36, Doc. n° 1767/4).

Ces deux amendements visent à réserver les mandats exécutifs aux personnes possédant la nationalité belge.

Le premier ministre ne peut marquer son accord sur ces amendements, tout en constatant qu'il y a une différence par rapport à la fonction de bourgmestre, qui est conférée par nomination.

Art. 10

M. Borginon et Mme Van de Castele présentent un sous-amendement (n° 18, Doc. n° 1767/3) à l'amendement n° 14. Ce sous-amendement tend à maintenir le principe selon lequel ceux qui ont la qualité d'électeur ou qui sont même éventuellement éligibles au sein du conseil communal et qui pourront dès lors contribuer à fixer les impôts de la commune doivent payer des impôts dans cette commune.

Le premier ministre répond que le texte proposé par l'amendement est incompatible avec la directive européenne.

M. Borginon maintient que son texte est une application du principe de non-discrimination.

L'amendement n° 14 de *M. Borginon et Mme Van de Castele* (Doc. n° 1767/3) tend également à ajouter une condition d'éligibilité, à savoir l'obligation d'avoir séjourné en Belgique pendant une période suffisante correspondant à deux législatures.

Le premier ministre répond également que le texte proposé par cet amendement est incompatible avec la directive européenne.

Art. 11

M. Laeremans présente l'amendement n° 25 et le sous-amendement n° 26 à l'amendement n° 25 (Doc. n° 1767/4). L'amendement tend à ajouter des conditions d'éligibilité identiques à celles adoptées par le Parlement flamand. En ce qui concerne le sous-amendement, l'auteur renvoie à la réglementation en vigueur dans la ville allemande de Brême, réglementation qui subordonne l'éligibilité à certaines condi-

voorzitters. Ingevolge het antwoord van de minister wordt het amendement ingetrokken.

De heer Borginon dient amendement n° 20 (Stuk n° 1767/4) in. Het sluit aan bij het advies van de Raad van State en beoogt dat een enuntiatieve lijst van ambten of mandaten die als gelijkwaardig worden beschouwd, zou worden opgesteld.

De eerste minister stemt met dit amendement in.

Art. 9

De heer Laeremans dient amendement n° 24 (Stuk n° 1767/4) in tot weglating van het artikel.

De heer Borginon en mevrouw Van de Castele dienen amendement n° 36 (Stuk n° 1767/4) in.

Beide amendementen strekken ertoe de bestuursmandaten steeds voor te behouden aan personen die de Belgische nationaliteit bezitten.

De eerste minister is het daar niet mee eens, hij ziet wel een onderscheid met de functie van burgemeester omdat het hierbij om een benoeming gaat.

Art. 10

De heer Borginon en mevrouw Van de Castele dienen subamendement n° 18 op amendement n° 14 (Stuk n° 1767/3) in. Het amendement strekt ertoe het principe te handhaven dat stelt dat wie kiesrecht heeft of eventueel zelfs als gemeenteraadslid wordt verkozen en bijgevolg mee de belastingen van de gemeente helpt vastleggen, ook belastingen voor die gemeente moet betalen.

De eerste minister antwoordt dat de voorgestelde tekst van het amendement niet verenigbaar is met de Europese richtlijn.

De heer Borginon blijft erbij dat dit nochtans de toepassing van het non-discriminatiebeginsel is.

Amendement n° 14 (Stuk n° 1767/3) van *de heer Borginon en mevrouw Van de Castele* voegt ook een verkiesbaarheidsvoorwaarde in, namelijk de voorwaarde van voldoende verblijfsduur, in het bijzonder de periode van twee legislaturen.

Ook hier antwoordt *de eerste minister* dat de voorgestelde tekst van het amendement niet verenigbaar is met de Europese richtlijn.

Art. 11

De heer Laeremans dient amendement n° 25 en subamendement n° 26 op amendement n° 25 (Stuk n° 1767/4) in. Het amendement beoogt verkiesbaarheidsvoorwaarden in te voegen zoals die door het Vlaams Parlement zijn goedgekeurd. Wat het subamendement betreft, haalt de spreker de regeling terzake in de Duitse stad Bremen aan waar verkiesbaarheidsvoorwaarden inzake verblijfsduur gelden.

tions en matière de durée de résidence. Pour une justification plus détaillée, l'auteur renvoie au document parlementaire.

L'amendement n° 27 (Doc. n° 1767/4) du même auteur tend à garantir que les renseignements fournis feront l'objet d'un contrôle afin d'éviter toute fraude.

Le premier ministre répond que le contrôle s'effectue sur la base des données provenant du registre de la population.

M. Laeremans estime que ce contrôle n'est pas suffisant pour prévenir la fraude dans le chef de personnes de mauvaise foi et que dès lors le risque de fraude subsiste.

L'intervenant présente ensuite un amendement (n° 28, Doc. n° 1767/4) visant à remplacer la « déclaration par l'honneur » par une attestation délivrée par les services compétents de l'État d'origine, ceci également afin de prévenir toute fraude éventuelle.

M. Borginon demande à ce propos de quelle sanction sera passible celui qui fait une fausse déclaration sur l'honneur.

Le premier ministre répond que l'auteur d'une telle déclaration ne répondrait pas aux conditions d'éligibilité et que l'article 195 du Code électoral serait par ailleurs applicable.

M. Laeremans présente également les amendements n°s 29 et 30 (Doc. n° 1767/4). Il précise que la procédure normale devant le Conseil d'État devrait suffire.

M. Laeremans présente *l'amendement n° 31* (Doc. n° 1767/4). Celui-ci vise à permettre d'exercer un contrôle sur les conditions d'électorat en prévoyant qu'une nouvelle demande doit être introduite pour chaque élection.

L'auteur demande en effet si, une fois que l'on a été agréé en tant qu'électeur pour les élections communales, cet agrément reste valable pour les élections suivantes, que l'on continue ou non à habiter dans la même commune.

Le premier ministre répond par l'affirmative et renvoie à la directive européenne en la matière.

M. Laeremans estime que ce principe est excessif, étant donné qu'en l'espace de six ans, on peut avoir beaucoup voyagé et s'être rendu éligible, voire avoir été élu dans d'autres pays.

*
* *

M. Borginon commente *l'amendement (n° 17, Doc. n° 1767/3)*, qu'il présente conjointement avec Mme Van de Castele. Aux termes du projet, sont irrecevables les demandes introduites durant la période prenant cours le jour de l'établissement de la liste des électeurs et expirant le jour de l'élection pour laquelle elle est établie. L'intervenant demande si le fait qu'il s'agit de nouveaux électeurs européens et d'une nouvelle procédure ne risque pas d'avoir pour effet d'accroître les contestations concernant l'inscription

Voor de verdere verantwoording wordt verwezen naar het gedrukte stuk.

Amendement n° 27 (Stuk n° 1767/4) van dezelfde indiener beoogt een controle op de verstrekte gegevens te waarborgen om mogelijke fraude te voorkomen.

De eerste minister antwoordt dat de controle aan de hand van de gegevens uit het bevolkingsregister wordt uitgevoerd.

De heer Laeremans meent dat dit niet voldoende is om bedrog door malafide personen te voorkomen en dat het risico bijgevolg blijft bestaan.

De spreker dient vervolgens amendement n° 28 (Stuk n° 1767/4) in dat beoogt de « verklaring op erewoord » te vervangen door een attest afgeleverd door de bevoegde diensten van het land van herkomst, eveneens om mogelijk bedrog te voorkomen.

Hierop aansluitend vraagt *de heer Borginon* wat de sanctie is voor een valselijk gegeven erewoord.

De eerste minister antwoordt dat men desgevallend niet voldoet aan de verkiesbaarheidsvoorwaarden en dat overigens artikel 195 van het Kieswetboek van toepassing is.

De heer Laeremans dient vervolgens, amendementen n°s 29 en 30 (Stuk n° 1767/4) in de waarbij hij stelt dat de normale geldende procedure voor de Raad van State moet volstaan.

Amendement n° 31 van de heer Laeremans (Stuk n° 1767/4) wordt ingediend. Het strekt ertoe controle te houden over de kiesbevoegdheidsvoorwaarden door te bepalen dat voor elke verkiezing een nieuwe aanvraag moet worden ingediend.

De indiener vraagt immers of het inderdaad zo is dat eens men als kiezer voor de gemeenteraadsverkiezingen is geregistreerd, de registratie blijft gelden voor de volgende verkiezingen ongeacht het feit of men in dezelfde gemeente blijft wonen.

De eerste minister antwoord instemmend en verwijst naar de Europese richtlijn terzake.

De heer Laeremans meent dat dit veel te vergaand is omdat men op zes jaar tijd vrij mobiel kan zijn en men zich ondertussen reeds in andere landen verkiesbaar kan hebben gesteld en daar ook effectief verkozen kan zijn.

*
* *

De heer Borginon licht het *amendement n° 17* (Stuk n° 1767/3) dat hij samen met mevrouw Van de Castele voorstelt, toe. Volgens het wetsontwerp zijn aanvragen, ingediend tijdens de periode die begint op de datum van het opmaken van de kiezerslijst en afloopt op de datum van de verkiezing waarvoor ze werd opgemaakt, onontvankelijk. Hij vraagt of het feit dat het om nieuwe EU-kiezers en een nieuwe procedure gaat, er niet kan toe leiden dat meer betwistingen over de al dan niet opname op de kiezers-

sur les listes électorales, et ce, jusqu'à la veille des élections. Aussi l'intervenant préfère-t-il avancer de six mois la date à partir de laquelle les demandes ne sont plus recevables. L'on disposerait ainsi de plus de temps pour garantir le respect des procédures.

Le premier ministre estime qu'adapter une telle disposition équivaldrait à instaurer *de facto* une condition de séjour.

Art. 11bis (nouveau)

L'amendement n°15 de M. Borginon et Mme Van de Castele (Doc. n° 1767/3) vise à insérer un article 11bis, en vue de permettre l'application éventuelle de la « clause de Luxembourg » de la directive.

Cette clause prévoit qu'un pays où 20 % au moins des électeurs potentiels ne possèdent pas la nationalité du pays en question, a le droit d'assortir le droit de vote des ressortissants européens d'un certain nombre de conditions limitatives. En prévoyant une exception à la directive, la Belgique peut appliquer la clause à un nombre limité de communes. M. Borginon estime que la loi doit prévoir *la possibilité* d'appliquer cette clause, sans qu'il puisse être question d'un automatisme.

Pour l'intervenant, il suffirait de prévoir cette possibilité pour les communes de la région bilingue de Bruxelles-Capitale et pour les communes visées à l'article 7 des lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative (les communes à facilités).

Le gouvernement devrait présenter chaque année à la Chambre des représentants un rapport indiquant, pour chacune de ces communes, le nombre et le pourcentage de ressortissants européens admis au vote qui ne possèdent pas la nationalité belge dans la commune concernée. Lorsque ce pourcentage atteindrait au moins 20 %, le Roi devrait limiter sans délai le droit de vote aux ressortissants qui résident en Belgique depuis au moins 5 ans. La Commission européenne en serait informée.

Il s'agit d'une condition minimum à laquelle la loi devrait satisfaire, sans qu'elle soit contraire à la directive européenne. La réglementation pourrait d'ores et déjà s'appliquer dans les communes d'Etterbeek, d'Ixelles, de Saint-Gilles, de Woluwé-Saint-Pierre et de Kraainem.

L'intervenant, qui est toujours partisan d'un pourcentage de 10 %, déplore que l'on ne soit pas disposé à appliquer réellement la clause d'exception dans la pratique.

M. Laeremans fait observer que la clause des 20 % ne s'appliquera probablement à aucune commune. Le seuil aurait plutôt dû être fixé à 10 %, et cela aurait aussi dû figurer ainsi dans la directive.

lijsten, tot vlak voor de verkiezingen zelf, kunnen plaatsgrijpen. Om die reden verkiest de spreker de datum vanaf welke aanvragen niet meer ontvankelijk zijn, zes maanden naar voor te verschuiven. Zo beschikt men over meer tijd om de naleving van de procedures te waarborgen.

De eerste minister meent dat dit *de facto* overeenkomt met de invoering van een verblijfsvoorwaarde.

Art. 11bis (nieuw)

Amendement n°15 van de heer Borginon en mevrouw Van de Castele (Stuk n° 1767/3) strekt ertoe een artikel 11bis in te voegen met het oog op de mogelijke toepassing van de zogenaamde Luxemburg-clausule uit de richtlijn.

Die clausule houdt in dat een land waar minstens 20 % van de potentiële kiezers niet de nationaliteit van het betrokken land bezitten, het recht heeft een aantal beperkende voorwaarden op te leggen aan het EU-stemrecht. België kan, door een bedongen uitzondering op de richtlijn, voor een beperkt aantal gemeenten die clausule toepassen. De wet moet, volgens de heer Borginon, de *mogelijkheid* vastleggen dergelijke regeling te kunnen aanwenden zonder dat sprake kan zijn van een automatisme.

Voor de spreker is het voldoende wanneer die mogelijkheid bestaat voor de gemeenten uit het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad en de gemeenten bedoeld in artikel 7 van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken (de faciliteitengemeenten).

De regering zou jaarlijks bij de Kamer van volksvertegenwoordigers een verslag dienen neer te leggen waarin voor ieder van deze gemeenten wordt vermeld hoeveel en welk percentage van de kiesgerechtigde EU-burgers in die gemeente niet de Belgische nationaliteit hebben. Indien dit aantal ten minste 20 % bedraagt, dient de Koning onverwijld het kiesrecht te beperken tot diegenen die minstens vijfjaar in België verblijven. De Europese Commissie dient hiervan in kennis te worden gesteld.

Dit is een minimumvereiste waaraan de wet zou moeten voldoen, zonder dat het in strijd is met de Europese richtlijn. De regeling zou nu al toepassing kunnen vinden in gemeenten als Etterbeek, Elsene, Sint-Gillis, Sint-Pieters-Woluwe en Kraainem.

De spreker die fundamenteel nog steeds voorstander is van een percentage van 10 %, betreurt het dat men niet bereid is de bedongen uitzonderingsregel daadwerkelijk in de praktijk om te zetten.

De heer Laeremans wijst erop dat de 20 %-regeling waarschijnlijk op zo goed als geen enkele gemeente van toepassing zal zijn. De drempel had eerder op 10 % moeten liggen, en dit had ook zo in de richtlijn moeten zijn opgenomen.

Art. 11ter (nouveau)

M. Borginon et Mme Van de Castele présentent un amendement n° 16 (Doc. n° 1767/3) tendant à insérer un article 11ter (nouveau) prévoyant que, pour pouvoir être électeur dans les communes bilingues de la Région de Bruxelles-Capitale et dans les communes visées à l'article 7 des lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative, il faut y résider depuis au moins trois ans sans interruption, et que, pour être élu dans lesdites communes, il faut y résider depuis au moins cinq ans sans interruption.

Les auteurs de cet amendement visent surtout à montrer qu'il est en principe possible de prévoir des conditions de résidence.

Art. 12

Cet article ne donne lieu à aucune observation.

Art. 13

M. Laeremans présente un amendement n° 32 (Doc. n° 1767/4) tendant à supprimer les articles 13 à 15. S'il y a lieu d'imposer des restrictions en matière de droit de vote lors des élections communales, il n'est que logique que ces restrictions s'appliquent également en matière de droit d'éligibilité.

En ce qui concerne plus particulièrement l'article 13, la loi en projet ne prévoit pas que le candidat doive produire une attestation certifiant qu'il n'est pas déchu ni suspendu du droit d'éligibilité dans son pays d'origine. Les moyens de communication modernes permettent toutefois d'obtenir sans problème de la part des autorités locales des informations concernant le statut de la personne concernée. Il faut dès lors prévoir des moyens de contrôle tels que la production obligatoire de pièces justificatives afin d'éviter la fraude électorale. *M. Laeremans* présente un amendement n° 33 (Doc. n° 1767/4) dans ce sens.

L'intervenant demande au premier ministre s'il existe à l'étranger des procédures caractérisées par l'absence de pièces justificatives, telles que la déclaration sur l'honneur.

Le premier ministre répond que, dans la plupart des pays, la procédure correspond à celle qui est prévue par la loi en projet. Certains pays exigent toutefois que l'on produise des attestations.

*
* *

Par voie d'adaptation technique, il y a lieu de modifier, dans le 2°, la référence à l'article 71 par une référence à l'article 71, § 1^{er}, 1° à 8°.

Art. 11ter (nieuw)

De heer Borginon en mevrouw Van de Castele willen met amendement n° 16 (Stuk n° 1767/3) een nieuw artikel 11ter invoegen luidens welk men, voor de gemeenten uit het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad en de gemeenten bedoeld in artikel 7 van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van talen in bestuurszaken, om gemeenteraadskiezer te kunnen zijn minstens drie jaar, en om verkozen te kunnen worden, minstens vijf jaar, onafgebroken in de gemeente moet wonen.

Met dit amendement pogen de indieners vooral te wijzen op het bestaan van de principiële mogelijkheid om verblijfsvoorwaarden te formuleren.

Art. 12

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

Art. 13

De heer Laeremans dient amendement n° 32 in (Stuk n° 1767/4) dat gericht is op de schrapping van de artikelen 13 tot 15. Indien beperkingen moeten worden opgelegd inzake kiesrechten bij de gemeenteraadsverkiezingen, is het maar logisch dat die ook gelden voor verkiesbaarheidsrechten.

Meer in het bijzonder wat artikel 13 betreft, wordt — volgens het wetsontwerp — geen attest vereist dat de kandidaat in zijn staat van herkomst niet ontheven of geschorst is van het verkiesbaarheidsrecht. De moderne communicatiemiddelen bieden echter probleemloos de mogelijkheid zich door lokale overheden te laten informeren omtrent de status van de betrokkene. Er moeten dan ook controlemiddelen worden voorzien, zoals het eisen van stavingsstukken, teneinde het plegen van verkiezingsfraude te voorkomen. *De heer Laeremans* dient hiertoe amendement n° 33 in (Stuk n° 1767/4).

De spreker wenst van de eerste minister te vernemen of in het buitenland regelingen bestaan, vergelijkbaar met de verklaring op erewoord, gekenmerkt door het ontbreken van stavingsstukken.

De eerste minister antwoordt dat in de meeste landen de regeling overeenkomt met die uit het wetsontwerp. In bepaalde landen zijn wel attesten vereist.

*
* *

Bij wijze van technische aanpassing dient, in het 2°, de verwijzing naar artikel 71 te worden vervangen door een verwijzing naar artikel 71, § 1, 1° tot 8°.

Art. 14 et 15

L'amendement n° 32 de *M. Laeremans* (voir *supra*) propose de supprimer les deux articles.

Art. 15bis (nouveau)

M. Deleuze retire son amendement n° 1 (Doc. n° 1767/4) visant à insérer un article 15bis.

M. Daems présente un amendement n° 19 (Doc. n° 1767/4) visant à insérer un article 15bis. Cet amendement tend à permettre aux étudiants de participer aux élections et d'être élus dans la commune de la résidence dans laquelle l'enseignement est dispensé.

M. Laeremans renvoie, en ce qui concerne l'amendement n° 34 (Doc. n° 1767/4) qu'il présente, à sa justification et aux commentaires qu'il a faits précédemment.

Art. 16

L'amendement n° 9 de *M. Deleuze et consorts* (Doc. n° 1767/2) et l'amendement n° 37 de *M. Borginon et Mme Van de Castele* (Doc. n° 1767/4) visent à supprimer cet article.

L'amendement n° 35 de *M. Laeremans* (Doc. n° 1767/4) vise à supprimer l'alinéa 2 de cet article.

Les auteurs renvoient aux commentaires qu'ils ont faits précédemment.

IV. — VOTES

Article 1^{er}

L'amendement n° 21 de *M. Laeremans* est rejeté par 12 voix contre une.

L'amendement n° 11 de *M. Borginon et Mme Van de Castele* est rejeté par 12 voix et une abstention.

L'article 1^{er} est adopté par 13 voix contre une.

Art. 2

L'amendement n° 12 de *M. Borginon et Mme Van de Castele* est rejeté par 13 voix contre une.

L'article 2 est adopté par 13 voix contre une.

Art. 14 en 15

Bij amendement n° 32 van *de heer Laeremans* (zie *supra*) werd voorgesteld de beide artikelen te schrappen.

Art. 15bis (nieuw)

De heer Deleuze trekt zijn amendement n° 1 tot invoeging van een artikel 15bis, in (Stuk n° 1767/4).

De heer Daems dient amendement n° 19, tot invoeging van een artikel 15bis, in (Stuk n° 1767/4). Het strekt ertoe studenten de mogelijkheid te bieden, te kiezen en verkozen te worden in de gemeente van de verblijfplaats waar het onderwijs wordt genoten.

De heer Laeremans verwijst voor het amendement n° 34 (Stuk n° 1767/4) dat hij indient naar de verantwoording en zijn reeds eerder verstrekte toelichtingen.

Art. 16

Amendement n° 9 van *de heer Deleuze c.s.* (Stuk n° 1767/2) en amendement n° 37 van *de heer Borginon en mevrouw Van de Castele* (Stuk n° 1767/4) beogen de schrapping van het artikel.

Amendement n° 35 van *de heer Laeremans* (Stuk n° 1767/4) strekt tot de schrapping van het tweede lid van het artikel.

De indieners verwijzen naar hun reeds eerder verstrekte toelichtingen.

IV. — STEMMINGEN

Artikel 1

Amendement n° 21 van *de heer Laeremans* wordt verworpen met 12 tegen 1 stem.

Amendement n° 11 van *de heer Borginon en mevrouw Van de Castele* wordt verworpen met 12 stemmen en 1 onthouding.

Artikel 1 wordt aangenomen met 13 tegen 1 stem.

Art. 2

Amendement n° 12 van *de heer Borginon en mevrouw Van de Castele* wordt verworpen met 13 tegen 1 stem.

Artikel 2 wordt aangenomen met 13 tegen 1 stem.

Art. 3

L'amendement n° 22 de *M. Laeremans* et l'amendement n° 2 de *M. Deleuze et consorts* sont rejetés par 13 voix contre une.

L'article 3 est adopté par 12 voix contre une et une abstention.

Art. 4

L'amendement n° 3 de *M. Deleuze et consorts* est rejeté par 13 voix contre une.

L'article 4 est adopté par 12 voix contre une et une abstention.

Art. 5

L'amendement n° 4 de *M. Deleuze et consorts* est rejeté par 12 voix contre une et une abstention.

L'amendement n° 13 de *M. Borginon et Mme Van de Castele* est rejeté par 13 voix et une abstention.

L'article 5, y compris une adaptation technique, est adopté par 12 voix contre une et une abstention.

Art. 6

L'article 6 est adopté par 12 voix contre 2.

Par conséquent, l'amendement n° 5 de *M. Deleuze et consorts* visant à supprimer l'article devient sans objet.

Art. 7

L'article 7, y compris une adaptation technique, est adopté par 12 voix contre 2.

Par conséquent, l'amendement n° 6 de *M. Deleuze et consorts* visant à supprimer l'article devient sans objet.

Art. 8

L'amendement n° 23 de *M. Laeremans* est retiré par son auteur.

L'amendement n° 20 de *M. Borginon* est adopté par 13 voix et une abstention.

L'article 8, ainsi modifié, est adopté par 13 voix contre une.

Art. 9

L'amendement n° 24 de *M. Laeremans*, l'amendement n° 36 de *M. Borginon et Mme Van de Castele* et

Art. 3

Amendement n° 22 van *de heer Laeremans* en amendement n° 2 van *de heer Deleuze c.s.* worden verworpen met 13 tegen 1 stem.

Artikel 3 wordt aangenomen met 12 tegen 1 stem en 1 onthouding.

Art. 4

Amendement n° 3 van *de heer Deleuze c.s.* wordt verworpen met 13 tegen 1 stem.

Artikel 4 wordt aangenomen met 12 tegen 1 stem en 1 onthouding.

Art. 5

Amendement n° 4 van *de heer Deleuze c.s.* wordt verworpen met 12 tegen 1 stem en 1 onthouding.

Amendement n° 13 van *de heer Borginon en mevrouw Van de Castele* wordt verworpen met 13 stemmen en 1 onthouding.

Artikel 5 wordt, met inbegrip van een technische aanpassing, aangenomen met 12 tegen 1 stem en 1 onthouding.

Art. 6

Artikel 6 wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen.

Bijgevolg vervalt amendement n° 5 van *de heer Deleuze c.s.* tot schrapping van het artikel.

Art. 7

Artikel 7 wordt, met inbegrip van een technische aanpassing, aangenomen met 12 tegen 2 stemmen.

Bijgevolg vervalt amendement n° 6 van *de heer Deleuze c.s.* tot schrapping van het artikel.

Art. 8

Amendement n° 23 van *de heer Laeremans* wordt ingetrokken door de indiener.

Amendement n° 20 van *de heer Borginon* wordt aangenomen met 13 stemmen en 1 onthouding.

Artikel 8, zoals gewijzigd, wordt aangenomen met 13 tegen 1 stem.

Art. 9

Amendement n° 24 van *de heer Laeremans*, amendement n° 36 van *de heer Borginon en mevrouw Van*

l'amendement n° 7 de *M. Deleuze et consorts* sont rejetés par 13 voix contre une.

L'article 9 est adopté par 12 voix contre une et une abstention.

Art. 10

L'article 10 est adopté par 12 voix contre 2.

Par conséquent, l'amendement n° 8 de *M. Deleuze et consorts* visant à supprimer l'article devient sans objet.

Art. 10bis (nouveau)

Le sous-amendement n° 18 de *M. Borginon et Mme Van de Castele* et l'amendement n° 14 des *mêmes auteurs*, visant à insérer un article 10bis, sont rejetés par 13 voix et une abstention.

Art. 11

Les amendements n°s 25, 26 et 27 de *M. Laeremans* sont rejetés par 13 voix contre une.

L'amendement n° 10 de *MM. Deleuze et Viseur* est rejeté par 13 voix contre une.

Les amendements n°s 28, 29, 30 et 31 de *M. Laeremans* sont rejetés par 14 voix contre une.

L'amendement n° 17 de *M. Borginon et Mme Van de Castele* est rejeté à l'unanimité.

L'article 11 est adopté par 13 voix contre une et une abstention.

Art. 11bis (nouveau)

L'amendement n° 15 de *M. Borginon et Mme Van de Castele*, visant à insérer un article 11bis, est rejeté à l'unanimité.

Art. 11ter (nouveau)

L'amendement n° 16 de *M. Borginon et Mme Van de Castele*, visant à insérer un article 11ter, est rejeté par 14 voix contre une.

Art. 12

L'article 12 est adopté par 14 voix contre une.

de *Castele* en amendement n° 7 van *de heer Deleuze c.s.* worden verworpen met 13 tegen 1 stem.

Artikel 9 wordt aangenomen met 12 tegen 1 stem en 1 onthouding.

Art. 10

Artikel 10 wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen.

Bijgevolg vervalt amendement n° 8 van *de heer Deleuze c.s.* tot schrapping van het artikel.

Art. 10bis (nieuw)

Het subamendement n° 18 van *de heer Borginon en mevrouw Van de Castele* en amendement n° 14 van *dezelfde indieners*, tot invoeging van een artikel 10bis, worden verworpen met 13 stemmen en 1 onthouding.

Art. 11

De amendementen n°s 25, 26 en 27 van *de heer Laeremans* worden verworpen met 13 tegen 1 stem.

Amendement n° 10 van *de heren Deleuze en Viseur* wordt verworpen met 13 tegen 1 stem.

De amendementen n°s 28, 29, 30 en 31 van *de heer Laeremans* worden verworpen met 14 tegen 1 stem.

Amendement n° 17 van *de heer Borginon en mevrouw Van de Castele* wordt eenparig verworpen.

Artikel 11 wordt aangenomen met 13 tegen 1 stem en 1 onthouding.

Art. 11bis (nieuw)

Amendement n° 15 van *de heer Borginon en mevrouw Van de Castele*, tot invoeging van een artikel 11bis, wordt eenparig verworpen.

Art. 11ter (nieuw)

Amendement n° 16 van *de heer Borginon en mevrouw Van de Castele*, tot invoeging van een artikel 11ter, wordt verworpen met 14 tegen 1 stem.

Art. 12

Artikel 12 wordt aangenomen met 14 tegen 1 stem.

Art. 13

L'amendement n° 32 tendant à supprimer les articles 13 à 15 et l'amendement n° 33 de *M. Laeremans* sont rejetés par 14 voix contre une.

L'article 13, y compris une adaptation technique, est adopté par 13 voix contre une et une abstention.

Art. 14

L'article 14 est adopté par 13 voix contre une et une abstention.

Art. 15

L'article 15 est adopté par 13 voix contre une et une abstention.

Art. 15bis (nouveau)

L'amendement n° 1 de *M. Deleuze et consorts*, tendant à insérer un article 15bis, est retiré.

L'amendement n° 19 de *M. Daems* visant à insérer un article 15bis est rejeté par 13 voix contre une et une abstention.

L'amendement n° 34 de *M. Laeremans* visant à insérer un article 15bis est rejeté par 14 voix contre une.

Art. 16

L'amendement n° 9 de *M. Deleuze et consorts* et l'amendement n° 37 de *M. Borginon et Mme Van de Castele* sont rejetés par 13 voix contre une et une abstention.

L'amendement n° 35 de *M. Laeremans* est rejeté par 14 voix contre une.

L'article 16 est adopté par 13 voix contre une et une abstention.

*
* *

L'ensemble du projet de loi, tel qu'il a été modifié, est adopté par 13 voix contre une et une abstention (voir Doc. n° 1767/6).

En conséquence, la proposition de loi modifiant la loi électorale communale du 4 août 1932 en vue d'instituer le droit de vote et d'éligibilité des ressur-

Art. 13

Amendement n° 32 tot schrapping van de artikelen 13 tot 15 en amendement n° 33 van *de heer Laeremans* worden verworpen met 14 tegen 1 stem.

Artikel 13 wordt, met inbegrip van een technische aanpassing, aangenomen met 13 tegen 1 stem en 1 onthouding.

Art. 14

Artikel 14 wordt aangenomen met 13 tegen 1 stem en 1 onthouding

Art. 15

Artikel 15 wordt aangenomen met 13 tegen 1 stem en 1 onthouding.

Art. 15bis (nieuw)

Amendement n° 1 van *de heer Deleuze c.s.*, tot invoeging van een artikel 15bis, wordt ingetrokken.

Amendement n° 19 van *de heer Daems*, tot invoeging van een artikel 15bis, wordt verworpen met 13 tegen 1 stem en 1 onthouding.

Amendement n° 34 van *de heer Laeremans*, tot invoeging van een artikel 15bis, wordt verworpen met 14 tegen 1 stem.

Art. 16

Amendement n° 9 van *de heer Deleuze c.s.* en amendement n° 37 van *de heer Borginon en mevrouw Van de Castele* worden verworpen met 13 tegen 1 stem en 1 onthouding.

Amendement n° 35 van *de heer Laeremans* wordt verworpen met 14 tegen 1 stem.

Artikel 16 wordt aangenomen met 13 tegen 1 stem en 1 onthouding.

*
* *

Het gehele wetsontwerp, zoals gewijzigd, wordt aangenomen met 13 tegen 1 stem en 1 onthouding (zie Stuk n° 1767/6).

Bijgevolg vervalt het toegevoegde wetsvoorstel tot wijziging van de gemeentekieswet van 4 augustus 1932 met het oog op de instelling van het actief en

tissants des États membres de l'Union européenne
aux élections communales (Doc. n° 1020/1), jointe,
devient sans objet.

Le rapporteur,

R. DELATHOUWER

Le président,

Ch. JANSSENS

passief kiesrecht bij gemeenteraadsverkiezingen
voor de onderdanen van de lidstaten van de Europese
Unie (Stuk n° 1020/1).

De rapporteur,

R. DELATHOUWER

De voorzitter,

Ch. JANSSENS